

Les Rencontres d'Occitanie

GROUPE LA DÉPÊCHE DU MIDI



Les Rencontres d'Occitanie sont un cycle de conférences-débats lancé en 2017 par le Groupe La Dépêche du Midi. Chaque mois, des personnalités de premier plan viennent enrichir la réflexion des décideurs locaux sur des thèmes majeurs pour l'avenir de notre Région (recherche, éducation, culture, innovation, export, environnement, tourisme, aéronautique). Ces rencontres se placent au cœur des défis que doit relever l'Occitanie et souhaitent accompagner l'appréhension d'un monde en constante mutation.

16^{ème} édition

« AFD, plateforme de la politique de développement »

Judi 28 juin 2018

Rémy Rioux

Directeur Général de l'AFD - Agence Française de Développement
Président de l'IDFC - International Development Finance Club



Historien de formation, normalien, Remy Rioux intègre l'ENA en 1995, dans la promotion Marc Bloch.

Auditeur à la Cour des Comptes, de 1997 à 2000, puis de 2002 à 2004, il exerce des missions de contrôle dans les secteurs de l'énergie, de la défense, de l'industrie, du commerce extérieur et des organismes publics industriels.

Entre 2000 et 2002, il est Conseiller budgétaire du ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, en charge de la gestion du ministère et du passage à l'euro.

De 2004 à 2007, il est Chef du bureau "Coopération monétaire et développement avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique" à la Direction Générale du Trésor et de la Politique Économique (DGTPE).

En 2007, il intègre l'Agence des participations de l'état comme Directeur des participations "Transports et Audiovisuel" et devient administrateur de différentes entreprises (SNCF, RATP, ADP, Renault, France Télévisions, France Médias Monde, Arte, le Grand Port Maritime du Havre).

Nommé sous-directeur des Affaires financières internationales et du Développement à la Direction Générale du Trésor, en 2010, il contribue à placer la question des infrastructures et du développement à l'agenda international, à l'occasion de la présidence française du G20.

En 2012, il devient Directeur de cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et du Commerce Extérieur, Pierre Moscovici, et s'occupe de la réforme fiscale ainsi que du traitement de nombreux dossiers financiers et industriels (bpifrance, Dexia, PSA-Dongfeng, STX, etc.).

En 2014, il prend la direction du Quai d'Orsay, à la demande de Laurent Fabius, qui le nomme Secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères et du Développement international. Lors de la COP21, il coordonne, tout au long de l'année 2015 et jusqu'à la négociation finale de l'Accord de Paris, l'agenda "finance" de la négociation climatique.

Spécialiste des finances publiques, connaisseur des institutions financières internationales et en particulier des banques de développement, Remy Rioux est

familier de l'AFD, dont il a été administrateur de 2010 à 2012, après avoir siégé au conseil d'administration de [Proparco](#), sa filiale dédiée au secteur privé, de 2004 à 2007. Depuis juin 2016, Rémy Rioux est le 11ème Directeur de l'[Agence Française de Développement](#).

12³ 567 Chiffres clés

10,4 milliards d'€ d'engagements

sur plus de **700 nouveaux projets**, c'est le bilan 2017 de l'AFD. Ce montant inédit montre une hausse de 11 % de ses activités en un an, et de 25 % sur les deux dernières années. L'Afrique concentre 50 % du montant total des engagements dans les pays étrangers, suivie par les Outre-mer, au cœur de la stratégie de l'AFD.

109 pays

c'est l'étendue du champs d'action de l'AFD, qui via un réseau de **85 agences finance**, suit et accompagne aujourd'hui plus de **3600 projets** de développement.

3 projets

c'est actuellement le nombre de projets émanant de collectivités d'Occitanie :

1 porté par la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée avec l'Association des Régions du Maroc, pour la formation des élus et cadres des régions marocaines.

2 portés par la Ville et la Métropole de Toulouse, avec la Ville d'Hanoï pour la valorisation du patrimoine (Cité Impériale) et la Ville de Ramallah pour le séchage et la valorisation des sous-produits d'assainissement.

[Dispositif Facilité de financement des collectivités territoriales françaises \(Ficol\)](#)

Compte-rendu

C'est en beauté que Rémy Rioux a clos jeudi matin, au siège de Midi Libre à Saint-Jean-de-Védas, la saison des Rencontres d'Occitanie initiées par le Groupe Dépêche. Le directeur général de l'Agence française de développement a su ainsi capter l'auditoire avec la présentation d'une institution aujourd'hui encore "trop méconnue" et qui pourtant de son propre aveu "mérite d'être connue". Et pour cause, l'AFD, dont le but initial est "de créer du lien avec les territoires" étrangers, a dépassé en 2017 les 10 milliards d'euros de financement pour près de 750 projets dans plus de cent pays en développement ou émergents.

[Lire la suite de l'article](#)



Rémy Rioux accueilli par Marie-France Marchand-Baylet, Vice-PDG du Groupe La Dépêche du Midi.



QUESTIONS / TÉMOIGNAGES



Sur le sujet des projets d'installation de l'eau potable, les réalisations prennent beaucoup de temps et près d'un projet réalisé sur deux ne fonctionne pas.

Au sein du [Pôle de compétitivité Aqua-Valley](#), un groupe de travail "Soin Eau" se penche sur ces questions : comment aller plus vite, comment faire en sorte que ce soit mieux accepté par les populations, et surtout que ça marche. On sent un souffle nouveau, à présent : il faut concrétiser.

Nouredine SMALI, Fondateur de FARMEX

Rémy Rioux : L'AFD est ouverte au dialogue, il faut trouver des solutions afin de répondre à l'urgence et toujours d'optimiser les processus.

L'AFD est au cœur d'un écosystème d'institutions de développement, avec des capacités de levier sur d'autres financements européens et internationaux : on travaille beaucoup avec la Banque Mondiale, la KfW en Allemagne, et aussi l'[IDFC](#), International Development Finance Club, que je préside actuellement.

C'est assez nouveau, ce club regroupe les grandes banques nationales de développement de pays tels que la France, l'Allemagne, le Japon, mais aussi celles des pays du Sud comme le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde et aussi la Chine, avec la China Development Bank, qui fait sept fois la taille de la Banque Mondiale. Ces banques financent le développement de leur propre pays comme la Caisse des Dépôts. Nous commençons à travailler ensemble sur des projets, et petit à petit allons démultiplier nos moyens. C'est aussi une des raisons pour lesquelles, dans les règles de l'AFD, les appels d'offre sont ouverts à la concurrence, et non réservés aux entreprises françaises. Si nous voulons soutenir des projets permettant une taille critique, avec effet d'entraînement et d'impact, qui renforcent aussi nos partenaires du Sud, alors les règles doivent être communes.

Vous évoquez retrouver une "sagesse ou une expérience méditerranéenne", beaucoup de choses sont en train de s'inventer dans les pays du Sud, qui se créent avant de venir chez nous. Il y a plus de comptes de téléphonie mobile en Afrique subsaharienne que dans l'ensemble du Monde. C'est le reste du monde qui est en train de rattraper... Dans les énergies renouvelables aussi, il se passe plein de choses. Je suis persuadé que dans la gestion de l'eau, bien des choses vont être inventées sur la gouvernance, des façons de faire plus simples, plus rapides, qui vont nous inspirer en retour. Je veux que ces maisons de développement, comme l'AFD, fonctionnent dans les deux sens : bien sûr nous amenons du financement, de l'expertise, de l'attention, mais je veux que les mille employés sur le terrain voient et ramènent leurs expériences pour la Caisse des Dépôts, pour les territoires, pour savoir s'il y a quelque chose à échanger ou à comprendre dans ce domaine.



Le numérique est un axe important et nous sommes sur un territoire de startup et d'entreprises auxquelles on ne peut pas dire "on va voir demain". Ils ont besoin de réponses rapides.

Question pratique, quels sont les délais de préparation pour le financement direct des entreprises ? Quels sont les critères retenus pour ces dossiers ?

Chantal MARION, Vice-Présidente en charge du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation et de l'artisanat, MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Rémy Rioux : Un des domaines dans lesquels les choses vont vite au Sud, est bien celui du numérique. Le grand salon VivaTech en mai dernier à Paris, a été un grand succès et l'Afrique y était très présente, à l'honneur, et même au cœur du discours du Président de la République. Emmanuel Macron nous a confié la charge de mettre en œuvre un dispositif dédié au numérique de 65 millions d'euros (50 millions d'euros de fonds propres, un nouveau dispositif de prêts d'honneur et de l'assistance technique aux incubateurs). Il y a certainement quelque chose à faire avec l'Occitanie sur ce sujet. On parle beaucoup de "leapfrog" ou "saut de grenouille", que me semble-t-il vous avez ici su passer, depuis longtemps : vous avez cette expérience d'incubation d'entreprises innovantes depuis trente ans qu'il faut absolument partager avec ceux qui se posent ces questions-là, dans les pays voisins.

Pour les collectivités locales, on a le guichet [Ficol](#), qui fonctionne par appel à projets - 3 appels par an - dont le prochain sera en octobre 2018. Vous présentez vos projets, on prend plutôt des projets supérieurs à 285 000 euros, que l'AFD peut financer jusqu'à 70%. Une partie de cofinancement montre l'engagement, mais principalement, ce que l'on vient chercher ce sont les projets, vos services techniques, vos incubateurs, cette expertise et aussi les élus. Aucun gouvernement ou agence n'est capable de libérer ce qui se passe entre maires de deux grandes villes. C'est tout cet ensemble de liens concrets que nous cherchons à mobiliser et à renforcer. Envoyez-nous votre dossier et nous l'étudierons le plus rapidement possible.



Est-ce que l'AFD propose des financements de Doctorats, en recherche approfondie ?
Christophe CHESA, UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

Rémy Rioux : L'AFD est une banque, une institution publique, qui dégage un résultat mais on fait aussi un certain nombre de choses qui sont des dépenses. En particulier, il y a un département "Innovation - Recherche - Savoirs", qui investit dans la connaissance, l'intelligence, les enjeux du Sud, dirigé par Gaël Giraud, Chef économiste, qui intervient beaucoup sur tous ces sujets. Nous avons allumé le dispositif [CIFRE](#), qui permet de prendre en charge une partie du coût de doctorants ou de chercheurs et puis, nous finançons des études.

Nous allons au CIRAD ce jour, avec SupAgro, discuter avec l'écosystème de l'enseignement supérieur ici à Montpellier. Nous sommes moins sur la Recherche fondamentale, financée par le Ministère, mais en revanche sur tout ce qui est Recherche action et Recherche appliquée, ainsi que tout ce que l'on peut faire pour embarquer les acteurs de la Recherche dans nos projets est précieux. C'est aussi un avantage comparatif pour nous : quand quelqu'un au Sud se tourne vers l'AFD, il le fait aussi pour avoir accès à vous, pour créer un lien avec la France. Tout de suite, il pense à la Recherche française, notamment par rapport à nos voisins, qui a su conserver une expertise sur les enjeux du Sud, que je crois unique et qu'il faut peut-être un peu booster... Tout est bien là. Il ne faut pas grand-chose, je pense, pour que nous reprenions une place très grande dans ce domaine. L'AFD, en tant qu'institution de financement, est persuadée que c'est un élément d'influence française très important.

Dans ce volet numérique qui est en train de se mettre en place, existe-t-il un aspect appui à la cybersécurité des états, je pense évidemment à l'hétérogénéité des pays africains et leurs divers modes de fonctionnement ?

Rémy Rioux : Il existe un grand débat à l'heure actuelle dans le monde du développement sur où s'arrête le développement et où commence la sécurité... Ce sont des mondes qui étaient très séparés, et puis tout le monde se rend bien compte qu'il n'y a pas de sécurité sans développement et pas de développement sans sécurité. Cela fait un peu lieu commun, mais c'est une évidence. Nous le savons dans le Sahel, nous nous sommes beaucoup rapprochés de nos collègues du Ministère de la Défense sur ces sujets et de nouvelles menaces naissent aussi des nouvelles technologies.

Il y a tout un débat sur jusqu'où l'on va et où l'on s'arrête. Ce n'est pas le même sujet, mais nous avons aussi des choses à faire pour répondre aux questions migratoires, ce que l'on ne fait pas aujourd'hui. Les migrations sont d'abord intra-africaines, une question est comment appuyer les états africains dans leur maîtrise de ces mouvements de population, qui sont là, qui vont s'accroître... Il y a toute une dimension d'identité, par exemple. Comment les gens peuvent faire état de leur identité, pour qu'ils soient accueillis, suivis, comme nous le faisons nous-mêmes avec nos concitoyens et ceux qui se présentent chez nous ?

La politique de développement, c'est 150 milliards de dollars, c'est tout petit. La question, c'est comment fait-on de cela un usage qui est le plus démultiplié pour contribuer à traiter les problèmes du moment. Celui-là en est un, évidemment.



Comment l'AFD assure la cohérence avec la politique étrangère de la France ?
Daniel KAN-LACAS, Consul Honoraire de la République de Pologne

Rémy Rioux : L'AFD est un instrument de l'état français, notre actionnaire à 100%. Nous sommes évidemment, j'ai cité Jean-Yves Le Drian, Laurent Fabius, aussi un instrument du Gouvernement, singulièrement du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, qui est présent au Conseil d'Administration, qui se réunit tous les mois, ainsi qu'avec le Ministère des Finances et le Ministère des Outre-mer, qui nous fixent à la fois notre mandat, détermine dans quel pays intervenir ou pas, qui donne les grandes orientations stratégiques et apportent aussi les ressources budgétaires.

Dans un pays, quand vous avez le poste diplomatique avec son réseau unique avec les ministères régaliens, la Présidence, et que vous ajoutez une agence de l'AFD, tout d'un coup vous ouvrez des synapses : des relations qui sont totalement complémentaires. L'AFD va travailler en direct avec différents ministères, les services d'une grande ville, beaucoup d'acteurs de la société civile, etc.

Il y a une très grande convergence et en tant qu'EPIC - Établissement public à caractère industriel et commercial - nous proposons et gérons, in fine, c'est bien entendu le gouvernement qui décide.

Dans une région au centre des préoccupations des pays d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est, l'Eurasie, l'AFD a-t-elle des programmes pour cette zone ?

Rémy Rioux : *L'AFD est aussi un instrument européen. Nous sommes en train de construire en Europe, qui est la zone la plus généreuse et la plus innovante, bref la plus formidable dans le monde du développement, qui représente 50% de l'aide au développement mondial. Il y a le Plan d'actions extérieures, avec lequel nous commençons à faire des garanties, d'inventer des instruments très innovants pour appuyer le développement des pays du Sud. Nous sommes surtout en train de construire un système d'institutions de développement avec la Commission Européenne, au cœur du système, qui alloue des ressources, de plus en plus en passant par les agences nationales comme l'AFD. Pour vous donner une idée du fonctionnement, l'AFD dispose d'environ 1,5 milliards de ressources budgétaires - dont 500-600 millions proviennent de l'Europe, qui nous permettent de faire 10 milliards d'activité. Nous sommes en lien direct avec la Commission qui travaille avec la Banque Européenne d'Investissement - BEI, qui travaille avec la BfW, etc. Par exemple, à l'AFD, nous gérons des fonds britanniques, pour faire de l'électrification rurale au Kenya.*

Il y a un sujet : comment l'ensemble des pays européens se dotent d'institutions nationales de financement avec lesquelles l'AFD travaillera ? Il y a les institutions communautaires, mais je pense qu'il en faut dans chaque pays de l'Union, qui permettront de rentrer dans ce jeu collectif et surtout seront capables de venir porter ce débat, parler du Sud, des enjeux, des migrations de façon informée dans son propre pays. C'est compliqué depuis Bruxelles ou Luxembourg. Il faut quelqu'un dans chaque pays pour le faire, dans un collectif, dans un système européen, qui est prêt à faire encore plus qu'à l'heure actuelle. C'est vrai vers l'Afrique, vers l'Eurasie.

L'AFD est présente de la Turquie, jusqu'en Chine. à partir de cette année, l'AFD va commencer à travailler dans les Balkans (Serbie et Albanie, puis probablement au-delà), ce qui est déjà massivement réalisé par nos homologues allemands de la KfW. Ce sont des pays dans lesquels les diplomates ont peu d'instruments concrets de ce type.

Que signifient les "routes de la soie" ? Nous l'avons appelé Orient et pas Eurasie, car depuis la France, c'est bien notre Est géographique.



J'interviens sur des projets financés par l'AFD, notamment au Gabon (écoles et aménagements urbains, en partenariat nationaux). Ces projets sont ouverts en appel d'offres et nous sommes en concurrence directe avec des bureaux d'études du monde entier. D'autres agences de développement priorisent des entreprises nationales. Envisagez-vous un conditionnement des appels d'offres au critère d'entreprises françaises ?

Emmanuel EDANE, Directeur agence, INGEROP

Rémy Rioux : *Le gouvernement français a décidé dans les années 2000 de "délié" tous les financements de l'AFD, c'est-à-dire sortir d'un modèle où seules les entreprises françaises pouvaient gagner, parfois en gré à gré, les appels d'offres des autorités, des maîtrises d'ouvrage étrangères locales, dont les contrats seront suivis, contrôlés et financés par l'AFD. Nous nous assurons que les résultats sont là, que la compétition est correcte et que les entreprises françaises dans les secteurs ont bien toutes leurs chances de l'emporter. Cela marche bien : nous sommes en relation avec plus de 550 entreprises françaises. Dans 85% de nos projets, il y a une entreprise française. J'entends votre point, mais ne sens pas de problème majeur. Le mieux est de coopérer, de rentrer dans des tours de table, d'orienter les autres institutions financières : faire des projets plus gros, pour les faire là où la France a des priorités (l'Alliance Sahel) et pour vous permettre, in fine, quand vous avez fait vos preuves à l'appel d'offres, de gagner un marché plus gros et de créer encore plus d'activités et de richesses dans le pays.*

Nous disposons d'instruments un peu spécifiques, vous avez mentionné le [FASEP - Fonds d'étude et d'Aide au Secteur Privé](#) resté au Ministère des Finances, l'AFD dispose du [FERC - Fonds d'Expertise pour appuyer le Renforcement des Capacités](#), assez équivalent, qui permet aussi de financer des études, très souvent avec des entreprises françaises, pour

maximiser vos chances. Je ne suis pas sûr que les banques qui ont mis en place ce critère national soit l'exemple à suivre, car notamment nos collègues chinois ou japonais ont du mal à rentrer dans ces tours de table. Ils travaillent souvent assez seuls, pour des montants et des marchés, au final, plus petits. Après, c'est un calcul de probabilité... Je suis un ancien fonctionnaire du Ministère de l'économie et des Finances, on ne se refait pas, j'aime bien la concurrence. Dans beaucoup de marchés des pays au Sud, il y a un problème de concurrence : il n'y en a pas assez. Si l'aide au développement contribue à déclencher une dynamique économique vers la concurrence, alors c'est plutôt bien.

Sur place, dans la réalisation du projet, je suis confronté à des problèmes de gouvernance et de compétence d'anticipation sur la maîtrise urbaine et des postes de transport à venir ?

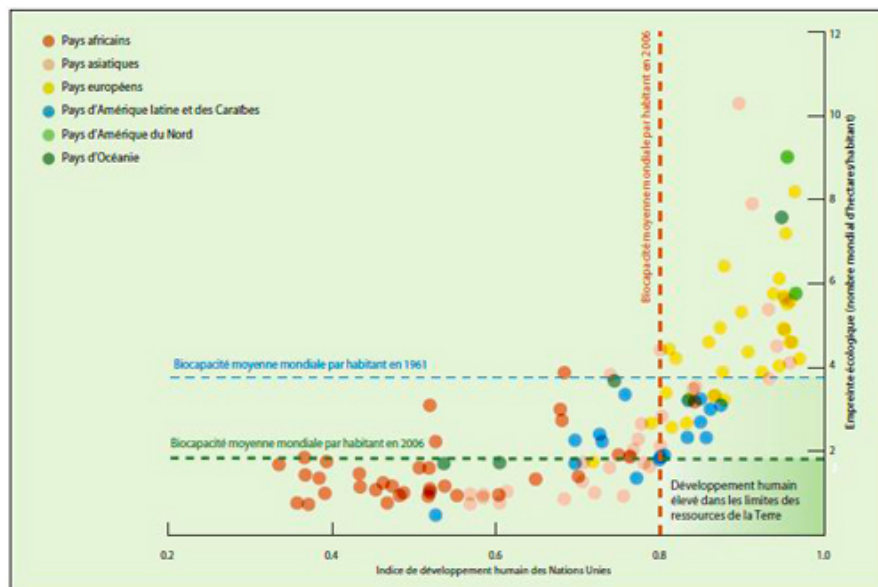
Rémy Rioux : *Sur l'urbain, sur les transports, il faut absolument sortir des schémas. Nous avons un nouveau mot d'ordre à l'AFD : nous voulons être 100% [Accord de Paris](#), et cela fera plaisir à Madame la Vice-Présidente. Ce n'est pas 100% climat, mais plutôt une façon de prendre au sérieux le processus qui a été amorcé à Paris dans la lutte contre le réchauffement climatique. Précisément, nous allons encourager les pays à définir leurs trajectoires de lutte contre le changement climatique et mettre des moyens pour cela. Une facilité de 30 millions d'euros a été créée pour les aider à raisonner à long terme et les aider à planifier la transformation de leurs risques énergétiques, les questions d'adaptations, et la gestion des ressources en eau.*

L'AFD ensuite choisit les projets qui seront soutenus, de telle sorte qu'ils apportent et contribuent le plus à la mise en œuvre de cette trajectoire définie. C'est aussi sortir d'une logique de juxtaposition de projets sans coordination. L'aide au développement n'est pas la mesure des besoins de financement des économies du Sud. Si nous utilisons de la ressource du contribuable, si l'on prend du risque, si on amène de l'expertise, c'est pour faire des projets qui libèrent quelque chose de plus grand, notamment des politiques publiques, qu'il faudra préparer...

Nous avons en Afrique une situation unique dans l'histoire du Monde, qui est cette croissance démographique, dans cette période de temps tellement réduite et avec ce phénomène très inédit qui est que cette croissance démographique est à la fois urbaine et rurale. Il s'agit de dynamiques qui ne sont pas exactement celles que nous avons connues, pour lesquelles nous n'avons pas forcément les modèles. Nous disposons de capacités d'analyse et d'études qui nous rendent intéressants pour nos partenaires. Encore une fois, dans la grande transformation du monde du développement, 2015 est un coup de théâtre : il y a eu les [Objectifs de développement durable - ODD](#) et leur première mise en œuvre qui est l'Accord de Paris.

Le message d'un graphique que nous adorons à l'AFD, c'est en abscisse l'indice de développement humain, qui est la mesure du développement économique et social d'un pays et en ordonnée l'empreinte écologique, c'est à dire à quel point on dégrade l'environnement. Tous les pays ont été répartis dans ce référentiel. Vous voyez un groupe de pays avec un indice de développement très faible, qui dégrade très peu l'environnement.

Il s'agit de tout le groupe des pays les moins avancés. À l'opposé, un groupe de pays avec un indice de développement très élevé qui dégrade massivement la planète, catégorie dont nous faisons partie. Il faut éviter que le premier groupe ne nous rejoigne et devienne comme nous. Toutes ces idées de rattrapage d'un modèle économique qui est insoutenable, cela n'a aucun sens. Nous ne voulons pas, non plus, devenir comme eux. Et nous avons à apprendre de ce que nos collègues sont en train d'inventer là car l'objectif est que tous les pays se retrouvent avec un indice de développement satisfaisant et une empreinte écologique considérablement réduite. Il y a deux mauvaises nouvelles concernant cette zone d'atterrissage : aujourd'hui aucun pays n'a réussi cette transition et à mesure que nous épuisons nos ressources, nous allons devoir tous atterrir dans une zone toute petite. Les ODD signifient qu'il faut concilier agenda social et agenda environnemental et tous, opérer une transition d'ici à 2030, qui reste très difficile et très ambitieuse.



Source: The Ecological Wealth of Nations: Earth's Biocapacity as a New Framework for International Cooperation. Global Footprint Network (2010), p. 13; Human Development Index data from Human Development Report 2009 – Overcoming Barriers: Human Mobility and Development, UNDP (2009).

Évidemment, il n'y a pas de modèle, mais que de bonnes pratiques, de bons projets, de bonnes trajectoires, toutes singulières car nous partons tous de points de départ différents et nous avons tous à apprendre les uns des autres. Aussi de ceux qui sont à l'opposé de nous, car ils ont l'urgence et inventent de choses.

Il y a une idée complètement absurde de mon point de vue, qui vient du fait que nous raisonnons "rattrapage", c'est de dire que l'aide au développement s'arrêtera un jour. Tant que des pays souhaitent collaborer avec la France dans cette transition, pourquoi arrêter ? Des collègues américains m'ont dit que leur départ d'Inde, qui avait atteint un certain objectif de développement, a été la perte d'un trésor de liens, de relations tissées depuis des décennies avec tous les acteurs. Ils pensent qu'il fallait faire autre chose : revoir le montant de l'aide et développer d'autres instruments mais surtout ne pas arrêter. "Aide publique au développement", quelquefois les mots gênent pour penser cela. Ce que l'on cherche c'est du lien, entre les peuples, les gouvernements, après on trouve les instruments.

Un commentaire sur le [projet entre la Région Occitanie et l'Association des Régions du Maroc](#), soutenu par l'AFD. Le Maroc rencontre une problématique de fuite des cerveaux et sur l'innovation, la recherche fondamentale semble déconnectée de l'écosystème des entreprises : des accords de coopération et de partenariats avec les universités seraient donc à développer.

Le rôle de l'AFD reste peu connu sur la partie développement économique pour les entreprises, est-il suffisamment explicite ?

Comment faire pour intéresser et faciliter les entreprises à porter des projets de coopération, notamment en Afrique ?

Marie-Thérèse MERCIER, Conseillère Régionale, RÉGION OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

Rémy Rioux : L'AFD est une institution d'action internationale, d'où la nécessité de bien s'articuler avec les autres institutions et nous le faisons de mieux en mieux avec la Caisse des Dépôts, avec BPI France et Business France pour l'internationalisation des territoires. Il faut que l'offre soit plus lisible et mieux connue des acteurs qui sont au plus près des territoires.

Si une entreprise veut un financement direct, le dispositif existe. Mais il faut que tous les échelons relayent les diverses possibilités proposées par les différentes structures. Une raison assez profonde explique que l'on ne l'ait pas fait : l'AFD est toujours très tournée vers la demande, le besoin. Il y a toujours une certaine réticence à disposer de "produits", que l'on imposerait au "client".

Souvent, nous faisons du "sur-mesure". Il y a donc un équilibre à trouver entre avoir une offre de produits financiers, d'expertise, tout en gardant une grande attention sur la maîtrise d'ouvrage locale, aux besoins et à l'appropriation par les utilisateurs. C'est très important, notamment à une période où l'on grossit beaucoup : il faut des projets et pour cela, que l'on nous trouve !

[Proparco](#) est une filiale de l'AFD, capable de réaliser des investissements plus directs avec des entreprises françaises, en fonds propres ou avec de la dette, ou encore des produits sophistiqués qui accompagnent les projets. La Recherche en France est passée par ce moment où le fondamental a été éloigné des innovations. C'est bien ce parcours d'expérience, ces transformations, nos propres faiblesses, ce que l'on a ou ce que l'on n'a pas réussi qu'il faut échanger avec nos collègues marocains. C'est cela qui les intéresse, pas leur dire il faut faire comme ça !

La question des migrations est très complexe. Nos concitoyens veulent une protection et une maîtrise de ces phénomènes et en même temps, nous, gens du développement, nous savons bien que la migration est une contribution forte au développement, y compris pour ceux qui viennent travailler chez nous, envoient de l'argent vers leur pays, puis qui y



retourment. Nous savons aussi qu'il n'y a pas de lien de causalité simple et que bien souvent les questions de migration sont des questions de développement, mais qu'il faut raisonner à moyen terme car le développement suscite aussi des migrations et pas forcément chez les plus pauvres, comme pour la fuite des cerveaux dont vous parlez. Il faut aussi raisonner sur plusieurs espaces pour les migrations, pas de façon binaire comme "eux" et "nous". Les gens vont plutôt vers le Sud que vers le Nord. Quant aux pays dits de "transit", cela marque déjà un renoncement : les gens vont dans un autre pays pour y vivre, pas pour y être en transit. On aide à la gestion des mouvements de peuplement et non de transit, en cherchant des solutions concrètes pour les gens. Deux milliards de personnes en Afrique en 2050, c'est une grande chance pour un continent vide pendant des siècles, et la pyramide des âges n'est pas encore celle d'un continent dans sa pleine puissance économique. Dans le même temps, notre démographie baisse...



Fils d'historiens, ayant vécu en Lozère, pourquoi n'être pas historien vous-même ou journaliste, comme votre sœur ?

Philippe PALAT

Rémy Rioux : J'ai essayé et à un moment, vous vous dites que vous n'allez pas faire comme votre papa. Le développement, c'est aussi du temps long !

CONCLUSION DES DÉBATS

Les pistes de réflexion de Remy Rioux

- ✓ Agir ensemble avec les autres institutions d'aide au développement pour démultiplier les moyens et les actions
- ✓ Créer dans chaque pays européen une institution d'aide au développement
- ✓ Sortir des schémas, des modèles...
- ✓ Raisonner sur plusieurs espaces et à moyen terme
- ✓ Écouter et s'inspirer de toutes les expériences pour des projets plus innovants et plus adaptés
- ✓ Encourager les pays à définir leurs trajectoires de lutte contre le changement climatique et concentrer les moyens sur ces projets

Revivez la conférence/débat



Retrouvez l'interview de Remy Rioux



Prochaine Rencontre d'Occitanie
Rendez-vous en septembre pour la 17^{ème} édition
Jeudi 13 septembre 2018
Siège de la Dépêche du Midi


Lord Peter Ricketts

Ambassadeur du Royaume-Uni en France lors du vote du Brexit
Membre de la Chambre des Lords

« LE BREXIT ET LES IMPLICATIONS STRATÉGIQUES POUR L'EUROPE »

POUR TOUTE INFORMATION :
contact@rencontres-occitanie.fr
Tel : 05 62 11 95 96



Leila Bijaoui-Rouch
Chargée de mission auprès de la Présidence
Les Rencontres d'Occitanie
 @rencontres_oc

www.rencontres-occitanie.fr



EN PARTENARIAT AVEC :

